Document generated on 07/15/2025 1:49 p.m.

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Une rupture n’est pas une réforme

Yvan Lamonde et Jonathan Livernois, *Papineau. Erreur sur la personne*, Montréal, Boréal, 2012, 208 pages

Nicolas Bourdon

Volume 7, Number 3, Summer 2013

URI: https://id.erudit.org/iderudit/69497ac

See table of contents

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)
1929-5561 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bourdon, N. (2013). Review of [Une rupture n’est pas une réforme / Yvan Lamonde et Jonathan Livernois, *Papineau. Erreur sur la personne*, Montréal, Boréal, 2012, 208 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *7*(3), 7–8.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

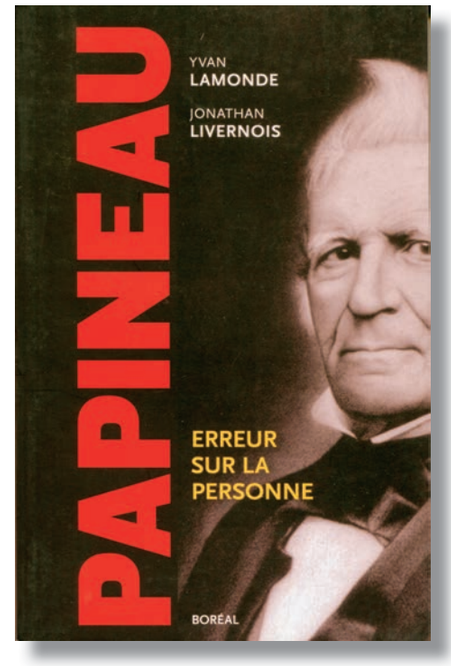
Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LA PROVINCE: ENTRE RÉPUBLIQUE ET COUP D'ÉTAT

UNE RUPTURE N'EST PAS UNE RÉFORME

Nicolas Bourdon



YVAN LAMONDE ET JONATHAN LIVERNOIS
PAPINEAU. ERREUR SUR LA PERSONNE
Montréal, Boréal, 2012, 208 pages

Quelque 150 ans après sa mort, Louis-Joseph Papineau, sans doute le personnage politique bas-canadien le plus important de la première moitié du XIXe siècle, ne cesse de faire l'objet d'interprétations divergentes. Dans son essai intitulé « L'art de la défaite », Hubert Aquin lui reproche ses hésitations et son exil rapide aux États-Unis, à la veille des révoltes patriotes de 1837-1838. André Pratte, au contraire, vitupère son intransigeance et son dogmatisme qu'il contraste aux caractères conciliants d'un George-Étienne Cartier et d'un Wilfrid Laurier.

On ressort de la lecture de *Papineau : erreur sur la personne* des historiens Yvan Lamonde et Jonathan Livernois en ayant une meilleure connaissance de la nature du combat de ce grand politique dont les idées ont souvent été déformées. L'erreur sur la personne, que dénoncent les auteurs, est surtout une erreur concernant l'obtention du gouvernement responsable que ses alliés d'hier, tels Wolfred Nelson et Hippolyte LaFontaine, ont célébré comme une victoire qui a permis la démocratisation des institutions politiques canadiennes.

À cette époque, on entend par gouvernement responsable le processus par lequel le conseil des ministres est choisi parmi le parti qui a récolté la majorité de votes lors des élections. Lamonde et Livernois veulent montrer que l'objectif majeur de Papineau en politique fut de s'opposer au projet d'union du Haut et du Bas-Canada (qu'il combattit avec succès en 1809 et 1822) et de réclamer un conseil législatif électif. L'obtention du gouvernement responsable en 1848 est pour lui une supercherie, car le contexte dans lequel il est instauré crée un déficit démocratique pour le Bas-Canada. À la suite de l'Acte d'Union de 1840, le Bas-Canada doit contribuer à payer la dette colossale du Haut-Canada, alors qu'il est très peu endetté et on le restreint à 50% des sièges de la nouvelle assemblée législative, bien que sa population soit plus importante que celle du Haut-Canada. Ajoutons à ce constat que, dans les années 1840, au moment où Papineau dénonce avec véhémence l'Acte d'Union, que le Canada est encore une province de l'Angleterre et que, selon Lamonde et Livernois, « le gouverneur, représentant de la royauté, est là pour assurer la pérennité du lien colonial, pour perpétuer la dépendance coloniale ».

L'ouvrage des deux historiens se lit comme une leçon d'histoire, les auteurs s'appliquant à rétablir la vérité au sujet du grand Papineau dont les idées et les convictions ont trop souvent été déformées par des jugements biaisés et partisans. Ainsi, dans un discours de 1995, Jacques Parizeau fait référence au chef patriote et à son combat démocratique : « En réclamant le gouvernement responsable pour la colonie québécoise, il voulait ce qu'on appelle aujourd'hui la souveraineté. » L'erreur de Parizeau est de lier l'obtention du gouvernement responsable à l'accession à la souveraineté puisque, comme l'écrivent les auteurs, « si l'on suit le raisonnement de Jacques Parizeau, le Québec serait souverain depuis au moins 1848, et Louis-Hippolyte LaFontaine (1807-1864) serait devenu le héros de notre indépendance ». Mais l'erreur historique de Parizeau me semble beaucoup moins grave que celle de chroniqueurs fédéralistes (tels que Saul, Létourneau et Pratte), car Parizeau est conscient de l'inachèvement du combat mené par Papineau : il est conscient que l'indépendance du Bas-Canada (le Québec d'aujourd'hui), le rêve de nombreux patriotes, reste à faire.

[...] Saul essaie de faire entrer Papineau dans le grand courant réformiste, alors que celui-ci était le partisan d'une idéologie de la rupture. S'il n'était peut-être pas le plus radical des chefs patriotes [...] il ne saurait être considéré comme un réformiste.

L'essayiste John Saul estime que William Lyon Mackenzie (1795-1861), chef de la rébellion avortée au Haut-Canada, et Louis-Joseph Papineau ont tenté d'unir leurs efforts pour en arriver à des réformes politiques majeures et que leur tentative de créer une coalition réformiste trouvera son aboutissement avec LaFontaine et Baldwin : « La coalition qu'ont tentée Mackenzie et Papineau et qu'ont réussie LaFontaine et Baldwin constitue le fondement de la sensibilité canadienne ». Ce faisant, Saul essaie de faire entrer Papineau dans le grand courant réformiste, alors que celui-ci était le partisan d'une idéologie de la rupture. S'il n'était peut-être pas le plus radical des chefs patriotes – Papineau s'opposera notamment à la déclaration d'indépendance du Bas-Canada rédigée par Cyrille Côté et Robert Nelson en 1838 – il ne saurait être considéré comme un réformiste. Papineau s'est notamment battu pour donner une nouvelle constitution au Bas-Canada, et, contrairement aux réformistes que sont devenus Louis-Hypolite LaFontaine et Wolfred Nelson, il a été constant dans son opposition à l'union du Haut et du Bas-Canada.

La stratégie narrative de l'historien Jocelyn Létourneau est sans doute pire que celle de l'auteur des *Bâtards de Voltaire*. Certes, elle ne fabrique pas de toutes pièces un Papineau modéré, mais elle tente tant bien que mal (plutôt mal que bien !) de forger un caractère essentialiste au peuple québécois : « Pour avancer, les Québécois ont toujours cherché des voies de passage mitoyen ou médian vers l'avenir, voies réformistes plutôt que révolutionnaires, conciliantes plutôt que violentes, prudentes plutôt que risquées. » On peut se demander comment un historien, ce « spécialiste des choses changeantes », peut employer le mot « toujours ». N'est-ce pas une grave erreur que de figer un peuple dans une vision essentialiste, dans des catégories prédéterminées ? Que fait donc Létourneau avec la révolution armée des Patriotes ? Il faut bien entendu tenter d'amoindrir la portée des révoltes de 1837-1838 en les présentant comme une fausse note de l'histoire et en montrant, qu'au moment où le parti patriote est le plus populaire, la voie modérée reste toujours privilégiée par une grande majorité de la population : « Même au plus fort de la tourmente séditieuse, le projet de canadianité modérée est celui qui rallie la plus grande partie de la population, bon gré, mal gré. » Non seulement Lamonde et Livernois ne trouvent aucune preuve permettant d'affirmer que la voie médiane aie eu l'appui de la majorité de la population, mais en plus ils se demandent si l'on peut, comme le fait Létourneau, opposer la voie radicale des patriotes de la modération de l'ensemble de la population bas-canadienne. Le radicalisme et la militarisation du mouvement se sont en effet développés au sein du Parti patriote, et au sein de la population qui le supportait, suite au refus que Londres a opposé aux 92 résolutions adoptées par la chambre d'assemblée du Bas-Canada en 1834.

suite à la page 8

suite de la page 7

André Pratte, comme Jocelyn Létourneau, a lui aussi cette manie de vouloir interpréter les faits historiques à l'aune de la vision préconçue qu'il se fait du peuple québécois. L'éditorialiste en chef de *La Presse* a diagnostiqué la grave maladie qui afflige les Québécois : ceux-ci ont en effet la fâcheuse tendance à se considérer comme des martyrs et des victimes. L'admiration que beaucoup portent à Papineau – sorte de héros romantique vaincu – provient de cette malheureuse attitude : « Entre le « système d'opposition à outrance » de Papineau et la participation efficace au gouvernement adoptée par LaFontaine, nous choisissons toujours Papineau, même si son combat à lui a mené à l'impasse, tandis que celui de LaFontaine a amélioré le sort de ses concitoyens. » Livernois et Lamonde se demandent à juste titre comment Pratte peut déceler chez ses concitoyens un engouement quelconque pour le leader du Parti patriote, alors que l'homme politique est pratiquement disparu des programmes scolaires et que le nom de Papineau est bien souvent associé à une tête ou à une grande artère montréalaise. Le dernier chapitre du *Papineau* de Lamonde et Livernois se clôt d'ailleurs, non sans humour, par des observations faites au sujet des monuments funéraires de chefs d'État célèbres tels Bolivar et Washington : les auteurs remarquent que le lieu du dernier repos de ces grands hommes est soigneusement entretenu, alors que Papineau repose sous une tombe endommagée et dans un terrain envahi par les mauvaises herbes. Mais il y a pire chez André Pratte... Il se plait à imaginer quelle aurait été l'existence politique au Bas-Canada si les révoltes de 1837-1838 avaient été victorieuses : « Il existait dans le comportement rebelle [des patriotes] une nette tendance à l'intolérance dont on peut craindre qu'elle aurait dégénéré en Terreur miniature, ou à tout le moins en un gouvernement excessivement autoritaire. » Pratte s'amuse à écrire une histoire hypothétique qui correspond à la vision fédéraliste qu'il privilégie. En vérité, on ne peut rien dire au sujet des suites d'une hypothétique victoire des patriotes précisément parce qu'elle n'a pas eu lieu ! Il aurait été néanmoins surprenant que celle-ci eut comme terme l'établissement d'un gouvernement autoritaire puisque les leaders du mouvement, admirateurs des institutions libérales que les Américains s'étaient donnés dans la foulée de leur indépendance nationale, souhaitaient démocratiser les institutions politiques bas-canadiennes, notamment par leur appel maintes fois répété à rendre électif le conseil législatif.

Contrairement à plusieurs historiens qui estiment que les revendications de Papineau ont trouvé leur achèvement dans l'obtention du gouvernement responsable en 1848, Lamonde et Livernois estiment que le combat de Papineau s'est conclu par une défaite ; les idées pour lesquelles il militait sont donc demeurées dans un état d'inachèvement. Les deux historiens se gardent bien d'indiquer le sens que devrait prendre cet achèvement ; on est tentés de leur glisser à l'oreille que l'indépendance du Québec serait un pas dans la bonne direction...

Gilles Toupin
Le mirage François Legault
Montréal, VLB éditeur, 2012, 125 pages

> « J'ai voulu dans cet ouvrage montrer l'incohérence et le caractère irréaliste des idées maîtresses du projet Legault sur l'éducation, la santé et la question nationale » (p. 119).

C'est clair et net. En quelques mots Gilles Toupin, journaliste politique à la retraite de *La Presse* vient de condenser l'essentiel de son pamphlet anti-Legault et anti-CAQ. Durant 125 pages vitrioliques, il passe le personnage Legault à la moulinette. Dans *Le Devoir* du 4 août 2012, Louis Cornellier qualifiait ce document de « charge contre Legault » et c'est vraiment de ça qu'il s'agit. Cornellier donnait assez justement le ton du document : « Pamphlet politique sans éclat stylistique remarquable, le petit livre de Gilles Toupin ne brille pas non plus par son raffinement argumentaire, mais il démasque néanmoins avec une tonique efficacité le programme politique bancal et potentiellement délétère d'un comptable ambitieux sans autre boussole que l'opportunisme ».

Toupin est indépendantiste, il l'avoue. Il avoue également avoir écrit ce « pamphlet » « sous le coup d'une sainte colère ». Il dit tout cru ne pas aimer le chef de la CAQ et critique les médias « de droite » qui, selon lui, font preuve de complaisance envers le programme de la CAQ que lui juge politiquement inapte. Il s'efforce de convaincre le lecteur que Legault est un être qui mue politiquement au grès des circonstances. Il a mué sur la question nationale, passant de souverainiste fougueux à un « soi-disant pragmatisme éclairé » (p. 12). Après avoir soulevé un scandale dans la politique des FIER (Fonds d'intervention économique régional), il s'est tu quand il a été menacé de poursuite pour salissage et qu'il a appris que son ami Charles Sirois y était impliqué. Il a fait également volte-face sur la question de l'augmentation des tarifs d'électricité quand il s'est aperçu que l'électorat y était opposé. Bref, un caméléon politique.

Toupin s'adresse aux souverainistes qui ont suivi Legault, pensant que celui-ci reviendrait un jour au combat sur l'indépendance du Québec, à un moment « stratégique ». Pour l'auteur, cette « stratégie » que le chef de la CAQ avait d'ailleurs déjà défendue, n'existe plus. Legault n'est plus souverainiste.

Le journaliste en retraite a la partie belle : il est en effet très facile de mettre le chef de la CAQ en contradiction avec l'ancien ministre péquiste qu'il a été. Ainsi, le Legault, chef de parti actuel, claironne qu'il faut régler les problèmes politico-financiers du Québec avant de penser à faire l'indépendance. Or, c'est le même Legault, ministre péquiste, qui accusait ouvertement le fédéral d'être à l'origine de beaucoup de ces problèmes, empêchant du même coup leur résolution. Toupin signale également le rude « conflit dialectique » à l'intérieur de la CAQ entre une frange fédéraliste qui rêve d'enterrer à jamais l'idée de souveraineté et une frange souverainiste qui rêve que ce parti serve de « rampe de lancement » à un processus qui mènerait à la souveraineté.

Les positions de Legault en ce qui concerne la santé et l'éducation constituent également de la chair fraîche pour Toupin. Il accuse le chef de la CAQ d'avoir plagié les idées du PQ en matière de santé et d'avoir repris des politiques déjà mises en place par le PLQ. Il fustige également la suppression des agences régionales de santé prônées par la CAQ dans laquelle il y a, dit-il, toutes les apparences de l'improvisation.

Improvisation aussi dans le domaine scolaire. Ainsi, en 2011, Legault suggérait qu'on abolisse les cégeps afin d'économiser un milliard de dollars. Devant la levée de boucliers que provoqua l'idée, il l'abandonna. Il resta cependant accroché à son « dada », qui était aussi celui de l'ADQ, de remplacer les 69 commissions scolaires par 39 directions générales, sous prétexte d'économiser 300 millions de dollars. Là encore contradiction puisqu'en 2001 le même Legault défendait farouchement les commissions scolaires à l'Assemblée nationale. Toupin accuse aussi le chef de la CAQ de pratique une politique de la « terre brûlée » (p. 89) avec son projet de remplacer la sécurité d'emploi pour les enseignantes par d'éventuelles augmentations salariales assorties d'un système d'évaluation.

Finalement, pour Gilles Toupin, le personnage Legault flotte dans un univers de contradictions, d'improvisations et de pensée magique. C'est trop pour un homme qui aspire à diriger une société.

D.G.